

**La semaine internationale
contre l'apartheid israélien
aura bien lieu malgré les
pressions des officines
sionistes.**



BDS censuré à l'Université Paul Valéry !

Depuis plusieurs années la campagne BDS France Montpellier prend part à la semaine anti-apartheid (IAW) – mouvement de solidarité internationale universitaire - dont le thème cette 15ème année est «Cesser d'armer l'Etat d'apartheid Israélien ». Ainsi, nous avons pris contact avec le syndicat étudiant, puis avec le service de la vie étudiante afin d'obtenir des salles pour organiser les événements suivants :

- Conférence de Mme Rania Madi, juriste palestinienne, conseillère juridique aux Nations Unies
- Projection du film "The Lab vendeurs de guerres" sur l'industrie militaire israélienne
- Projection du documentaire "Résilience" - réalisé par deux militants BDS de Montpellier suite à une mission cueillette d'olive en octobre 2018.

Voici ce qui nous a été répondu :

"Bonjour,

L'Université Paul Valéry a toujours été un lieu ouvert aux débats et aux discussions. C'est ainsi que votre exposition photo et les manifestations que vous avez proposées l'an dernier sur le même thème ont pu se tenir à la salle Jean Moulin. Cependant, comme vous le savez, le contexte national lié à ces problématiques est en ce moment particulièrement tendu et le risque de ne pas pouvoir assurer la sécurité d'un tel événement est trop important pour que nous puissions l'autoriser. J'espère que cette situation ne va pas perdurer et que votre projection pourra avoir lieu dans un climat plus serein."

Nous sommes victimes de la censure si souvent appliquée lorsqu'il s'agit de la Palestine. Suite à cette réponse, afin de déjouer l'argument de "l'antisémitisme" tant de fois brandi comme un argument diffamatoire à l'encontre du mouvement BDS afin de le décrédibiliser, nous avons envoyé un 2ème courrier joignant une lettre de la représentante de l'UJFP Hérault, membre de la campagne BDS Montpellier appuyant notre demande de salle, prouvant de fait que notre mouvement n'est en aucun point judéophobe. Celui-ci est resté sans réponse à ce jour. La censure appliquée par l'Université Paul Valéry est inacceptable et très grave à l'heure où les massacres et l'oppression s'accroissent chaque jour en Palestine. **L'argument de la sécurité renforce cet amalgame entre anti-sémitisme et antisionisme qui mène à confondre un délit et une opinion permettant un raccourci de la pensée source de toutes les confusions nuisibles au vivre ensemble en paix.**

Il est important de maintenir la tenue de tels événements afin de permettre aux universitaires d'être instruits sur la question palestinienne et la réalité de la situation ; c'est pourquoi nous maintiendrons les rendez-vous et affirmons notre résistance à la censure :

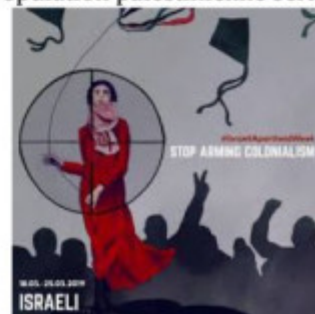
- **Conférence 'Cesser d'armer le colonialisme israélien' Mme Madi Riana**, juriste palestinienne ancienne représentante du BADIL (centre de ressource pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés)

Vendredi 22 mars 17h30, devant l'entrée de l'Université Paul Valéry

- **Projection du film documentaire 'The Lab vendeurs de guerre'** L'industrie militaire israélienne, son rôle, son fonctionnement, son économie et comment la population palestinienne sert de laboratoire à la puissance coloniale

Lundi 18 mars 19h, La Carmagnole 10, rue Haguenot

La Campagne BDS France Montpellier.



UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY : UNE TRADITION EXEMPLAIRE DE SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE DEPUIS PLUS DE 16 ANS

En mars 2002 lors de « l'opération rempart », nom israélien donné à l'invasion, occupation de toutes les villes palestiniennes mises sous couvre feu (interdiction de sortir dans la rue) et bien sûr fermeture des écoles et des universités pendant plusieurs mois, le conseil d'administration de l'UPV a fait acte de courage et voté une motion de soutien aux universités palestiniennes victimes de la répression israélienne. Avec la motion de Jussieu à Paris ce sont les deux seules motions de soutien votées en France qui ont évidemment été très attaquées par les sionistes et les pro- israéliens.



19 février 2003, 1200 personnes sont massées dans l' Amphi A

. C'est là que Michèle Weil-Bergougnoux, la courageuse présidente de Paul Valéry annonça qu'une délégation conduite par elle se rendrait en Palestine

– En 2003 dans la suite de cette solidarité exprimée, la CCIPPP (Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien) et l'APF (Association des Palestiniens en France) ont organisé dans l'amphi A un meeting de 1200 personnes en présence de Leila Shahid, José Bové (expulsé de Palestine par Israël), Tony Brauman, ATTAC, l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix)... Au cours de ce meeting, Mme Michèle Weil, présidente de l'université a annoncé l'envoi, courant 2003, d'une délégation de l'UPV, conduite par elle même, pour aller à la rencontre des enseignants, étudiants et tous les personnels des universités palestiniennes afin de leur apporter notre soutien.

Cette mission à eu lieu et elle a permis la relance de la convention passée avec l'université de Birzeit (Ramallah) un temps animée par notre très cher ami et regretté le Pr. Larry Portis.



Le président de l'université de Birzeit (Ramallah) remet la plaque d'honneur de l'université de Birzeit à la présidente de l'université Paul Valéry.

Voir la vidéo de la mission en Palestine de mai 2003.

Depuis, de nombreuses conférences, actions et expositions ont eu lieu en soutien à la cause Palestinienne avec le soutien des syndicats SNESUP en particulier, SUD Education et Solidaires Etudiant. Nous avons également tenu, des stands « Palestine » dans l'université ou devant le RU Vert Bois.

**NE LAISSONS PAS LA PRÉSIDENTENCE
TRAHIR PLUS DE 16 ANS DE SOLIDARITÉ**

AVEC LA PALESTINE

Systematiquement les quelques enseignants pro-israéliens aux ordres du CRIF tentent d'empêcher l'expression de BDS France Montpellier sur le campus aidés en cela par les divers gouvernements qui tous, se sont pliés aux exigences du lobby pro-israélien français. Ainsi Valérie Pécresse en personne est intervenue pour empêcher une conférence sur le boycott universitaire. Mais la direction universitaire d'alors avait permis que la conférence se tienne un autre jour sous un autre intitulé (mais avec le même contenu). L'ambassadrice d'Israël en personne, s'ingérant dans les affaires internes de l'université s'est autorisée à envoyer un courrier à la présidence pour tenter d'interdire la tenue de la semaine internationale en 2017. UEJF (Union des Étudiants juifs de France) avait exercé des pressions sur l'université et sur le cinéma Diagonal contre la projection d'un documentaire sur la Palestine.

Bref, ceux qui soutiennent l'apartheid israélien, le Mur, la colonisation, le blocus illégal de Gaza, les innombrables violations du droit et des droits humains par Israël, les mêmes qui depuis 2015 mènent campagne contre la présence du stand BDS France Montpellier place de la comédie, tentent par tous les moyens de masquer les crimes israéliens .

Jusqu'ici y compris en 2018, malgré les pressions, l'actuel président de l'université avait refusé de se plier aux exigences du lobby pro-israélien.

Le 28 février, la commission d'enquête indépendante des Nations Unies sur les manifestations de la Grande Marche du retour à Gaza déclarait :

« La Commission a des motifs raisonnables de croire que pendant la Grande Marche du retour, les soldats israéliens ont commis des violations des droits humains internationaux et de la loi humanitaire. **Certaines de ces violations pourraient**

constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, et Israël doit immédiatement ouvrir une enquête sur elles », a déclaré le président de la commission, Santiago Canton, d'Argentine. »

Quelque jours à peine après la publication de cette enquête la présidence de l'université Paul Valéry refusait d'accorder les salles pour que se tienne la semaine internationale contre l'apartheid israélien sur le thème « Cessez d'armer l'apartheid ! » au prétexte fallacieux :

(...) le contexte national lié à ces problématiques est en ce moment particulièrement tendu et le risque de ne pas pouvoir assurer la sécurité d'un tel événement est trop important pour que nous puissions l'autoriser.(...)

En se rangeant aux côtés du lobby israélien la présidence trahit les valeurs de liberté, justice et égalité qui ont animé plus de 20 ans de solidarité avec la Palestine dans cette université.

Comme du temps de l'apartheid en Afrique du Sud, ne laissons pas les partisans de l'apartheid israélien imposer leur vision raciste du monde dans l'université et ailleurs !